

# The Council of State Governments

## Eastern Regional Conference

22 Cortlandt Street, Fl. 22

New York, NY 10007

T: 212-482-2320

F: (212) 587-4188

[www.csg-erc.org](http://www.csg-erc.org)

### *Co-Chairs*

Senator Terry Gerratana  
Connecticut

Representative Kevin Ryan

Deputy Speaker  
Connecticut

### *Director*

Wendell M. Hannaford

## RÉSOLUTION

---

**Attendu que** l'Eastern Regional Conference du Council of State Governments (CSG/ERC) se compose des 11 États de l'est des États-Unis, du Maine au Maryland, des îles Vierges américaines, de Porto Rico et de cinq provinces de l'Est canadien;

**Attendu que** le libre-échange entre les États-Unis et le Canada sert les intérêts économiques des deux pays;

**Attendu que** la valeur totale des biens échangés entre le Canada et les États-Unis a plus que doublé depuis la création de l'ALENA, pour atteindre 500 G\$ en 2016;

**Attendu que,** selon la U.S. Chamber of Commerce, près de 14 millions d'emplois aux États-Unis dépendent des échanges avec le Canada et le Mexique, et que près de 2 millions d'emplois canadiens dépendent des échanges avec les États-Unis, selon Affaires mondiales Canada;

**Attendu que** le Canada est le principal partenaire commercial de 35 États des États-Unis;

**Attendu que** les États du nord-est des États-Unis profitent particulièrement de l'ALENA, puisque cette région exporte annuellement plus de 55 G\$ de biens au Canada;

**Attendu que,** depuis plus de 20 ans, les économies du Canada, du Mexique et des États-Unis ont accru leur interdépendance par la création de chaînes de valeur transfrontalières complexes, qui incitent les entreprises à s'appuyer sur le libre-échange pour organiser leurs activités;

**Attendu que** 88 % des récentes pertes d'emploi dans le secteur manufacturier aux États-Unis sont imputables à la mécanisation de la production plutôt qu'à la délocalisation;

**Attendu que** la renégociation de l'ALENA en vertu de son article 2202 est imminente à la suite de l'avis de l'administration fédérale des États-Unis au Congrès le 18 mai 2017;

**Attendu que** l'ALENA existe depuis plus de 20 ans et doit être modifié pour s'adapter aux nouvelles réalités, notamment le commerce électronique, qui représente 50 % des services et 12 % des ventes transfrontalières de biens;

**Attendu que** les demandes se multiplient pour augmenter la transparence du mécanisme de règlement des différends entre les investisseurs et les États sans restreindre le pouvoir des gouvernements de réglementer les affaires publiques comme la santé et la protection de l'environnement;

**Et attendu que** l'ALENA comprend peu de garanties relatives à la protection de l'environnement, des droits des travailleurs et de l'égalité des sexes;

**Il est résolu que** l'ERC encourage fortement les gouvernements fédéraux du Canada et des États-Unis à faire tout en leur pouvoir pour éviter la résiliation de l'ALENA et négocier de bonne foi sa modification;

**Il est en outre résolu que** les gouvernements fédéraux du Canada et des États-Unis fassent appel aux gouvernements des États et des provinces avant et pendant la renégociation de l'ALENA;

**Il est également résolu que** les législateurs des États et des provinces, dont le rôle est de surveiller les actions du gouvernement, puissent examiner et analyser les modifications à l'ALENA;

**Il est en outre résolu que** la version renégociée de l'ALENA traite des barrières aux échanges numériques transfrontaliers et de l'absence de réglementation à cet égard;

**Il est également résolu que** le mécanisme de règlement des différends entre les investisseurs et les États de l'ALENA soit modifié pour en augmenter la transparence et permettre aux gouvernements de mettre en œuvre des politiques pour protéger le bien-être de leurs citoyens;

**Il est également résolu que** le processus de renégociation comprenne la modernisation de l'ALENA pour y inclure des mesures plus fermes de protection de l'environnement, des droits des travailleurs et de l'égalité des sexes;

**Et il est enfin résolu que** la présente résolution soit soumise aux représentants appropriés des États, des provinces et des pays.

**Adoptée au congrès annuel et forum politique de CSG/ERC, à Uncasville, au Connecticut.**